

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.937

16 000 réservistes israéliens rappelés

Israël bombarde des écoles à Gaza : nombreuses victimes, l'ONU veut enquêter sur «un acte de défi délibéré»



Des milliers de Palestiniens ont dû trouver refuge dans les écoles de l'UNRWA. L'armée israélienne a décidé de les bombarder. (photo UNRWA)

L'armée israélienne poursuit son offensive dans la bande de Gaza dans l'espoir de détruire d'ici quelques jours l'ensemble des tunnels frontaliers creusés par le Hamas. Raison pour laquelle, selon Tsahal, que 16 000 réservistes supplémentaires ont été mobilisés. Des écoles de l'UNRWA ont été la cible des bombes israéliennes. Les Nations Unies haussent le ton, 200.000 Palestiniens sont contraints de trouver refuges dans les bâtiments de l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient).

L'armée israélienne poursuit son offensive dans la bande de Gaza dans l'espoir de détruire d'ici quelques jours l'ensemble des tunnels frontalières creusés par le Hamas. Raison pour laquelle, selon Tsahal, que 16 000 réservistes supplémentaires ont été mobilisés. Des écoles de l'UNRWA ont été la cible des bombes israéliennes. Les Nations Unies haussent le ton, 200.000 Palestiniens sont contraints de trouver refuges dans les bâtiments de l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient).

En 24 jours, les frappes israéliennes sur la bande de Gaza ont fait 1 364 victimes palestiniennes et plus de 7 300 blessés dans l'enclave palestinienne, selon les services de secours locaux. Le bilan augmente au fil des bombardements, mais aussi à mesure que les recherches découvrent de nouveaux corps dans les gravats. Côté israélien, 59 soldats et 3 civils ont été tués.

86.000 soldats engagés

D'après le porte parole de l'armée israélienne, 86.000 soldats sont désormais engagés dans l'opération «Bordure protectrice». En dépit des vives critiques, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a affirmé que l'armée israélienne continuerait «avec ou sans cessez-le-feu» à détruire les tunnels utilisés par le Hamas palestinien à Gaza pour lancer des attaques en territoire israélien. «Nous n'accepterons donc aucune proposition qui ne permettrait pas à l'armée israélienne de finir ce travail», a expliqué le Premier ministre israélien.

Le cabinet de sécurité du gouvernement israélien a décidé mercredi 30 juillet de poursuivre les attaques contre les «cibles terroristes» du Hamas. 32 tunnels ont été découverts, et la moitié d'entre eux ont été dynamités, selon l'armée.

Au même moment, les États-Unis ont annoncé avoir réapprovisionné Israël en munitions. Le Pentagone a affirmé que la vente d'armes était en accord

avec les objectifs du pays d'assurer la sécurité d'Israël, a indiqué par communiqué, John Kirby, porte-parole du Pentagone. Pour ce dernier «il est crucial pour les intérêts américains d'aider Israël à développer et conserver une capacité d'autodéfense forte et réactive».

Jeudi 31 juillet, les affrontements ont repris faisant au moins 7 morts côté palestinien. Une école sous contrôle des Nations Unies, située à Jabaliya a été touchée par des frappes de Tsahal. Une quinzaine de Palestiniens réfugiés dans ce bâtiment ont été blessés dans cette attaque de l'aviation israélienne, qui visait apparemment une mosquée située à proximité de l'école.

Les Nations Unies haussent le ton

Après une vingtaine de jours, parmi les plus sanglants du conflit israélo-palestinien, l'armée israélienne est vivement critiquée, particulièrement après les attaques visant des écoles de l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient). La haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Navi Pillay, avait déjà haussé le ton, demandant une enquête sur les crimes perpétrés contre des enfants, cette fois-ci, elle

a accusé Israël de défier les instances internationales dans sa guerre contre le Hamas palestinien à Gaza.

Lors d'une conférence de presse, elle a condamné les attaques menées par Tsahal à Gaza contre des maisons, des écoles, des hôpitaux et des centres de l'ONU. Pour cette dernière «aucune d'elles (des attaques, ndlr) ne semble être accidentelle. Elles semblent être un acte de défi délibéré vis-à-vis des obligations résultant du droit international».

Mercredi aura été l'une des journées les plus meurtrières du conflit, avec près de 108 Palestiniens tués dans une série de bombardements. Seize d'entre eux avaient été tués par des tirs de chars israéliens sur une école de l'ONU. Dans un communiqué, l'UNRWA s'était dite être à un «point de rupture», avec plus de 200.000 Palestiniens réfugiés dans ses locaux. La même agence onusienne avait annoncé, la veille, avoir découvert une cache de roquettes dans une autre de ses écoles, dénonçant l'attitude des groupes armés palestiniens. À Washington, le Conseil de sécurité nationale du gouvernement américain s'est dit «extrêmement préoccupé de voir que les milliers de Palestiniens forcés d'évacuer leurs maisons sur ordre de l'armée israélienne ne trouvent pas la sécurité dans les abris des Nations unies à Gaza».

Céline Tabou

APPEL DU COLLECTIF

«Nout tout' ansamb pou la Paix en PALESTINE»

- Pour l'arrêt immédiat des bombardements sur Gaza
- Pour l'arrêt de l'agression israélienne en Cisjordanie et Jérusalem
- Pour la levée du blocus, illégal et criminel, de Gaza
- Pour des sanctions immédiates contre Israël jusqu'au respect du droit international
- Pour le soutien au peuple palestinien et au gouvernement d'entente nationale

MANIFESTATION DIMANCHE 3 AOÛT 10H30

Esplanade des Droits de l'Homme Champ Fleuri

Nos regrets

Charles Alicapa nous a quittés

Nous avons appris avec tristesse le décès de Charles Alicapa ce mercredi 30 juillet à Grands-Bois.

Charles Alicapa était ouvrier à l'usine de Grands-Bois, syndicaliste et militant politique. A ce titre, il a été adjoint au maire de Saint-Pierre, Elie Hoarau.

Toute sa vie, Charles Alicapa a été un défenseur ardent

des droits des travailleurs. Il nous restera lié à l'univers de la lutte des ouvriers d'usine de Grands-Bois.

Mercredi soir, une délégation du Parti, avec notamment Michel Folio, Gélita Hoarau et Elie Hoarau, lui a rendu un dernier hommage et a présenté à toute la famille les condoléances du Parti.

Édito

Voilà pourquoi il faut changer, maintenant

Lundi 28, le PCR a annoncé l'existence d'un «rapport d'information» du Sénat en date du 9 juillet. Il s'étonnait d'être le seul parti politique à en parler. Venant après l'alerte qu'il avait lancée sur l'avenir de la filière canne, l'information a fait le tour de La Réunion et soulevé des réactions diverses. Pour que tous les Réunionnais puissent participer pleinement à un vrai débat démocratique, "Témoignages" a décidé de sortir le rapport du fénoir. Le PCR agit ainsi en parti responsable, au service de La Réunion et des Réunionnais. Nous ferons également quelques zooms sur certains aspects tirés du rapport pour bien montrer que les illusions entretenues depuis 68 ans ont atteint leurs limites.

Extrait: *«Si les outre-mer font généralement figure de régions riches au sein de leur aire géographique respective, leur niveau de vie demeure largement inférieur à celui de l'hexagone. Ainsi, avant les opérations de répartition (impôts, cotisations et prestations sociales), le revenu des ménages par habitant pour un département d'outre mer est inférieur de 42,8% à la moyenne nationale en 2005. Marqués par une atrophie du secteur privé par rapport au secteur public et de très fortes disparités de revenus, les outre-mer traversent des mutations démo-*

graphiques auxquelles ils sont insuffisamment préparés.»

Commentaires: au bout de 68 ans, le constat d'échec est unanime. A la place de l'égalité prévue par la loi du 19 mars 1946, le revenu des ménages par unité de consommation représente guère plus de la moitié de celle de la moyenne française. Sans remettre en cause les avancées obtenues durant cette période, reconnaissons que le régime est à bout de souffle. Il faut changer, maintenant.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr

Sénat: «De fortes inégalités entretenues par les compléments de rémunération dans la fonction publique»

Inégalités de revenus nettement plus marquées qu'en France

Dans son rapport sur le niveau de vie dans les Outre-mer, le Sénat consacre une large place aux inégalités. Il considère même que la sur-rémunération contribue à entretenir de fortes inégalités, c'est en substance le titre du chapitre de ce rapport que "Témoignages" commence à reproduire à partir d'aujourd'hui. La compréhension de l'argumentation du rapport du Sénat est essentielle, car elle débouche sur une proposition de remise en cause de la sur-rémunération afin que ces 1,2 milliard d'euros versés chaque année par l'Etat à ses agents puisse devenir «un outil vertueux au service des économies ultramarines. Voici la première partie de ce rapport, consacrée aux inégalités de revenu dans tout l'Outre-mer.

L'ensemble des outre-mer se caractérise par des inégalités de revenus nettement plus marquées que dans l'hexagone.

De façon générale, les ménages domiens appartenant aux 20% les plus riches disposent en effet d'un revenu plancher par unité de consommation 3,2 fois supérieur au revenu plafond des ménages appartenant aux 20% les plus modestes, tandis que dans l'hexagone ce rapport s'élève à 2,2.

L'INSEE signale un accroissement des inégalités entre 2001 et 2006 dans des proportions plus importantes que dans l'hexagone, alors que ces inégalités avaient eu tendance à se résorber au cours de la période précédente allant de 1995 à 2001.

La Réunion serait, selon une récente étude Compas, le département français le plus exposé aux inégalités de revenus. L'indice de Gini y atteint 0,53, soit un niveau plus élevé que celui de Paris, qui constitue le département le plus inégalitaire de l'hexagone. Le DOM affichait par ailleurs un rapport inter-décile de 5 en 2013 contre 5,4 en 2008 et 4,4 en 2000, alors que ce rapport est de 3,6 dans l'hexagone en 2010. En 2008, les 20% les plus pauvres se partageaient 7% du total des revenus disponibles tandis que les 20% les plus aisées en captaient près de 47%.

La Guyane se situe à l'autre extrémité de l'échelle des inégalités parmi les DOM. Le rapport inter-décile s'y élevait en effet à 10,7 en 2008.

S'agissant de Mayotte, le rapport inter-décile a été ramené de 12,6 en 1995 à 9,7 en 2005. Les disparités de revenus se sont donc atténuées en l'espace de dix ans mais elles demeurent très élevées. Les revenus des personnes les plus riches y sont encore près de dix fois supérieurs à ceux des plus pau-

vres. L'écart est trois fois plus important que dans l'hexagone et près de deux fois plus qu'à La Réunion. Ainsi, en 2005, 40% du total des revenus mahorais par unité de consommation étaient perçus par environ 11,5% des personnes les plus aisées. Dans le même temps, la moitié la plus pauvre de la population se partageait un peu plus de 17% du total des revenus distribués.(...)

Les COM n'échappent pas, loin s'en faut, à cette situation d'exacerbation des inégalités de revenus par rapport à l'hexagone.

En 2008, selon l'ISEE, la moitié des ménages calédoniens les plus fortunés se partageait 79% des ressources, contre 69% dans l'hexagone. Les 20% des ménages détenant les plus hauts revenus captaient près de 47% du total des revenus et percevaient 7 833 euros par mois en moyenne, soit 40% de plus que les 20% des ménages hexagonaux affichant les plus hauts revenus. En Nouvelle-Calédonie en 2008, les plus riches ont eu un niveau de vie 7,9 fois supérieur à celui des plus modestes

alors que ce rapport inter-décile s'établit à 3,6 pour l'hexagone.

Le niveau atteint par le coefficient de Gini rapproche davantage la Nouvelle-Calédonie des pays en développement que des pays développés. Il indique en outre un creusement des inégalités au cours des deux dernières décennies. En légère augmentation de 0,41 à 0,42 entre 1991 et 2008, cet indice stagne aujourd'hui à un niveau analogue à celui de pays comme le Burundi ou la Thaïlande. Par comparaison, sa valeur est d'environ 0,33 en France comme en Belgique.

Les inégalités observées en Nouvelle-Calédonie sont comparables à celles qui existent en Polynésie française, bien que celle-ci affiche un PIB inférieur au PIB calédonien. Le cinquième des ménages polynésiens les plus aisés capte en effet près de la moitié (47%) du revenu total des ménages tandis que le cinquième le plus pauvre en perçoit à peine 6%.

(à suivre)

Recommandation n° 3 -

Rénover le dispositif des compléments de rémunération pour en faire un outil vertueux au service des économies ultramarines :

Redéfinir le régime des sur-rémunérations sur la base incontournable des trois exigences suivantes :

- une entrée en vigueur progressive pour éviter toute déstabilisation des économies ultramarines, seuls les nouveaux entrants dans la fonction publique devant être concernés ;

- la définition d'un référentiel stable et

régulièrement publié mesurant pour chaque territoire le différentiel de coût de la vie afin d'y adosser le niveau des compléments de rémunération ;

- la mise au point d'un dispositif permettant de réinjecter dans les économies ultramarines les sommes dégagées.

Demander au Gouvernement la réalisation d'une étude opérationnelle de mise en oeuvre du nouveau dispositif, identifiant précisément le mécanisme garantissant la réinjection dans les économies ultramarines des montants économisés.

Santé

Le virus Ebola a fait une première victime au Nigeria

Un Libérien est décédé des suites du virus Ebola au Nigeria, à Lagos, plus grande ville d'Afrique. Il s'agit du premier cas répertorié de cette fièvre mortelle au Nigeria, jusque-là épargné par l'épidémie.



Lagos au Nigeria est une ville de plus de 15 millions d'habitants connectée sur le monde. La diffusion du virus Ebola dans la mégapole est le pire scénario envisageable.

Le virus a fait plus de 600 morts depuis le début de l'épidémie en Afrique de l'Ouest il y a quelques mois, dont 127 au Liberia. Selon de nouvelles données diffusées vendredi 25 juillet par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le bilan de la flambée de fièvre hémorragique, continue de s'aggraver avec près de 1.100 cas et 660 morts, dont 28 décès entre les 18 et 20 juillet, en Guinée, au Liberia et au Sierra Leone.

Le Liberia ferme tout

Partie de Guinée, l'épidémie s'est répandue dans toute l'Afrique de l'Ouest. Désormais, la Guinée n'est plus le pays le plus affecté. D'après l'OMS, il y a eu depuis le début de l'épidémie 415 cas de fièvre hémorragique en Guinée dont 314 mortels, 224 cas au Liberia dont 127 mortels, et 454 en Sierra Leone dont 219 mortels.

Lagos est la plus grande ville d'Afrique sub-saharienne, maîtriser une épidémie d'Ebola serait un défi bien plus compliqué à relever qu'en milieu rural, ont indiqué les médias. En effet, les installations sanitaires de la ville sont pitoyables et le système de santé est

défaillant. Les hôpitaux manquent de fonds, d'équipement et subissent de fréquentes coupures d'électricité.

En réaction à ce décès, le Liberia a décidé de fermer ses écoles «sans exception» pour tenter d'empêcher une propagation de l'épidémie, a annoncé mercredi 30 juillet la présidente Ellen Sirleaf Johnson. De plus, «tous les marchés dans les zones frontalières» avec la Sierra Leone, la Guinée et la Côte d'Ivoire, ont également «l'ordre de fermer jusqu'à nouvel ordre», a-t-elle ajouté.

La présidente a annoncé que son pays, où le virus a déjà tué 129 personnes sur 249 cas, allait débloquer plus de 3,7 millions d'euros, en tant que «première contribution» dans la lutte régionale contre Ebola. «L'Ebola est réel, l'Ebola est contagieux, l'Ebola tue», a-t-elle rappelé, poussant ses concitoyens à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter d'attraper le virus.

L'inquiétude grandie

L'épidémie d'Ebola, qui se propage en Afrique de l'Ouest, inquiète la communauté internationale et particuliè-

rement les autorités britanniques. Ces dernières se sont alarmées de cette «menace» tandis que Hong Kong annonçait de possibles mesures de quarantaine. En France, la ministre de la santé, Marisol Touraine, a estimé que la France «a les moyens de faire face à Ebola» même si une «extrême vigilance s'impose».

La situation laisse à penser à l'épidémie de Chikungunya qui sévit aux Antilles et où les autorités peinent à endiguer la situation. Ces épidémies mettent en évidence que tout à chacun peut être contaminé. En effet, l'alerte internationale contre le Chikungunya a été lancée en décembre 2013 par les autorités sanitaires françaises, relayée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et par l'organisation panaméricaine (Pan American Health Organisation). Auparavant concentré dans les pays d'Asie et d'Afrique, le moustique Chikungunya a fait son apparition en Occident, à La Réunion en 2005, puis 2009/2010, année durant laquelle, le moustique a le plus sévi. Depuis, les instituts de santé attestent qu'il s'agit d'une épidémie, à l'instar du virus Ebola, qui se répand dans le monde entier.

Céline Tabou

Une semaine plus tard, toujours pas d'annonces

Plus de 173000 Réunionnais inscrits à Pole emploi dont de nombreux jeunes. Le 25 juillet, François Hollande devait venir à La Réunion faire des annonces au sujet des chômeurs. Une semaine après la date prévue, toujours aucune nouvelle, ce que déplore Nou Lé Kapab-JAFER dans une tribune libre adressée à l'ensemble des médias de La Réunion.

Cela fait une semaine que le Chef de l'Etat, François Hollande, devait venir à La Réunion. Un déplacement orchestré de longue date et annulé à la dernière minute pour des raisons que nous pouvons tous comprendre.

Cependant, cette visite aurait dû être l'occasion pour le Président de la République de faire des annonces fortes pour La Réunion. Plus particulièrement, sur les questions de la filière canne et de la régionalisation de l'emploi où des interventions spécifiques étaient prévues.

Sur la régionalisation de l'emploi, François Hollande devait s'exprimer le vendredi 25 juillet 2014 à Saint Joseph, en présence du Député-Maire, Patrick Lebreton. Cela fait donc une semaine que les réunionnais attendent des mesures fortes et courageuses pour permettre aux réunionnais(e)s d'accéder aux emplois

disponibles dans leur territoire.

Plus le Président de la République attendra pour faire ses annonces, plus les doutes persisteront sur sa réelle volonté de changer les choses. D'ailleurs, à trop tarder, la situation continuera à s'aggraver et le malaise sociale à s'accroître.

Au-delà des attentes des Réunionnais, et particulièrement des 61 professeurs stagiaires mutés dans des académies en France et des policiers attendant le changement dans le système des mutations, on constate une aggravation du chômage à La Réunion. Pour preuve, les derniers chiffres publiés par le Pôle Emploi annoncent qu'en un mois (entre mai et juin), 1.870 personnes supplémentaires s'y sont inscrites.

Aujourd'hui, près de 173.130 Réunionnais, toutes catégories confondues, sont demandeurs d'emploi. Un chiffre en hausse, notamment chez les jeunes de moins de 25 ans, qui sont désormais 21 830 à rechercher un travail.

Il n'y a plus de temps à perdre. Il y a eu le temps des promesses lors de la campagne présidentielle, le temps de la mission sur la régionalisation de l'emploi, le temps du rapport Lebreton, le temps de la venue des

ministres de l'Intérieur et des Outre-mers, mais aussi l'attente de la venue du Chef de l'Etat ... et en attendant "cabris i mange salade", et des postes continuent à échapper aux personnes de La Réunion et aux Réunionnais(e)s compétent(e)s pour occuper les postes disponibles.

Les Réunionnais(e)s ont le droit de savoir. Le Président de la République doit annoncer ses mesures maintenant ! Si lui ne le peut pas, un membre du Gouvernement ou un parlementaire peut alors présenter les annonces qu'il devait faire à La Réunion, le 25 juillet dernier.

Plus le temps passe et plus les promesses de mesures par François Hollande sur la régionalisation de l'emploi à La Réunion apparaîtront comme une véritable mascarade, destinée à masquer l'absence de propositions concrètes pour changer le système des mutations et permettre aux personnes de La Réunion et aux réunionnais d'occuper les postes disponibles à La Réunion.

**Pour Nou Lé Kapab (AJFER),
Gilles Leperlier
Président**

Un silence assourdissant....

Quand j'étais en classe de troisième dans un collège de la région lyonnaise, la directrice, lors de la journée de la déportation, nous avait montré des photos des camps de concentration.

Nous étions horrifiées, des monceaux de cadavres dans des fosses communes gigantesques, des hommes et des femmes hagards, squelettiques en costumes rayés figés dans l'attente de la mort. Images terribles de la folie humaine d'une idéologie se targuant de sa supériorité. Nous sommes le 31 Juillet 2014, le territoire de Gaza est bombardé depuis le 8 Juillet par l'armée israélienne.

23 jours de conflit, 1.330 Palestiniens morts, une majorité de femmes et d'enfants donc de civils, plus de 7.300 blessés en majorité également

de civils, des écoles de l'ONU bombardées, la centrale électrique en ruines, la mosquée dévastée...

La population de Gaza est dans une véritable souricière pendant que le monde entier palabre inutilement et que les réservistes de l'armée israélienne arrivent en masse pour «finir le travail». La communauté internationale toujours prompte à parler de sanctions, notamment contre la Russie, ne bronche pas. Le gouvernement socialiste français interdit même certaines manifestations de soutien au peuple palestinien.

Depuis des décennies, l'Etat israélien se comporte en toute impunité en augmentant sans cesse le nombre de colonies israéliennes dans les territoires palestiniens en violation des décisions de l'ONU, en maintenant un blocus inhumain qui prive Gaza de ses choix économiques et

sociaux. Tout le monde a vu à la télé les soldats israéliens bloquant les citoyens palestiniens pendant des heures à tous les «check-point», contrôlant chaque allée et venue. Laisser faire ce qui se passe à Gaza, c'est être complice d'une opération de destruction massive d'une population.

Dénoncer les agissements du gouvernement israélien ce n'est pas être antisémite, ce que les médias se plaisent à affirmer, c'est condamner une politique guerrière d'invasion d'un territoire où vivaient pourtant en harmonie des populations différentes jusqu'à la création de l'état d'Israël.

Marie-Hélène Berne

Billet philosophique

La paix passe par la justice

Nous ne pouvons être indifférents aux terribles tragédies vécues actuellement par de nombreux peuples dans le monde en raison de guerres menées par les classes dominantes pour défendre leurs intérêts au détriment des plus pauvres. C'est ce qui se passe notamment au Moyen-Orient, où le peuple palestinien est victime des violentes agressions de la part des colonialistes israéliens qui occupent son pays et refusent de respecter ses droits fondamentaux. Cela nous fait réfléchir aux conditions de la paix dans cette région comme ailleurs dans le monde.

À l'occasion de la fin du mois de Ramadan, Mgr Gilbert Aubry, évêque de l'Église catholique à La Réunion, a publié — en saluant nos sœurs et frères musulmans — un texte très intéressant qui évoque le grave conflit actuel israélo-palestinien. Il y souligne notamment que ce problème est «avant tout politique. Le Gouvernement israélien, jusqu'à présent, n'est pas disposé à vouloir la paix. C'est l'inverse. Et ce Gouvernement fait peu cas des Juifs qui veulent la paix».

Il signale également que «l'AMR (Association Musulmane de La Réunion) a rappelé que l'on doit mettre fin à "la colonisation des territoires occupés ou annexés à Jérusalem-Est, en Cisjordanie et à Gaza, et ce conformément aux résolutions internationales, pour permettre aux Palestiniens chassés de leurs terres de disposer de leur propre État, par ailleurs viable, tel que prévu par la décision de partage de la Palestine par l'Assemblée Générale de l'ONU en 1947" (Résolution 181, communiqué du 12 juillet 2014). Le Droit International ne peut pas être impunément bafoué avec les attermoissements des grandes puissances qui laissent faire».

«Bâtir ensemble un avenir commun»

Il ajoute cet autre rappel essentiel : «Début avril 2014, les évêques d'Israël, de Palestine et de Jordanie ont diffusé un texte important du Comité Justice et Paix de Terre Sainte. Il est nécessaire que "chrétiens et musulmans doivent lutter ensemble contre les nouvelles forces de l'extrémisme et de la destruction. (...) Tous ceux qui cherchent la dignité, la démocratie, la liberté et la prospérité sont attaqués. Nous devons être solidaires et parler haut et fort en vérité et en liberté. (...) Les pouvoirs politiques locaux et internationaux cherchent leurs propres intérêts. C'est entre nous seuls



La sculpture de Marco Ah-Kiem, où Jésus lance son appel à l'amour des uns les autres.

que nous devons bâtir ensemble un avenir commun. Nous devons nous adapter à nos réalités même face à la réalité de la mort et nous devons apprendre ensemble à mettre fin à la persécution et à la destruction afin de mener une vie nouvelle et digne dans nos propres pays».

«Tout homme est mon frère»

Mgr Aubry conclut son texte ainsi : «Que de travail à faire pour nous tous et par nous tous pour ne pas nous laisser gangréner par les simplismes de tous bords qui peuvent alimenter les extrémismes toujours dangereux pour des individus, des familles, des sociétés entières. Notre vivre-ensemble réunionnais n'est pas qu'une "carte postale pour touristes en peine de cœur". C'est une construction en pleine évolution qu'il nous importe de faire réussir dans un souffle spirituel d'humanisation permanente, sur notre terre de rivages, pitons, cirques et remparts. Tout homme est mon frère. Ici et ailleurs!».

D'où l'importance de cet appel du "Collectif Nout Tout' Ansamb pou la Paix en Palestine" à un rassemblement ce dimanche 3 août à 10 heures

30 sur l'Esplanade des Droits de l'Homme à Saint-Denis: «Pour l'arrêt immédiat des bombardements sur Gaza. Pour l'arrêt de l'agression israélienne en Cisjordanie et Jérusalem. Pour la levée du blocus, illégal et criminel, de Gaza. Pour des sanctions immédiates contre Israël jusqu'au respect du droit international. Pour le soutien au peuple palestinien et au gouvernement d'entente nationale». D'où l'importance également, ici à La Réunion, de renforcer la solidarité entre Réunionnais pour construire ensemble une société juste, équitable, libre et démocratique, sans apartheid social. Quand on connaît les graves problèmes sociaux du pays, avec les violences de la misère et des injustices qui entraînent aussi les violences exprimées dans les "faits divers" quotidiens dramatiques, on ne peut que s'inspirer des propos cités plus haut. À La Réunion comme ailleurs il n'y aura pas de paix et de fraternité sans justice. C'est le sens de la magnifique sculpture réalisée par Marco Ah-Kiem et intitulée "La Cène", où Jésus lance son appel : «Aimez-vous les uns les autres» et où le traître Judas tourne la tête pour ne pas l'entendre...

Roger Orlu

Otè!

Alé! Alé! Krash zot vénin! Krash zot vénin! Rak-tou! Rak-tou! Lo sistèm dominèr sar bien gardé!

In tan l'il Bourbon lété lo landroi bann bato té i vien shèrch lo viv: manzé, boir, boir, manzé. Sa lété bien nésésèr pou alé dan l'Ind. Mé kan l'avé pi bézoin l'il Bourbon pou sa, la koloni la domann pou arash bann kiltir: plant pi do ri, plant pi lo blé, plant pi lo grin, fé konm k'i gingn. Apré la lo tan lo kafé l'arivé. La plant kafé partou épi l'amenn zésklav an kantité pou fé pous lo nouvo l'or avèk lo san, la transpirasion bann moun-la. Mé in zour la métropol l'avé pi bézoin kafé bourbon. L'èr-la la di plant do ri, plant lo blé, plant lo grin, èlèv zanimò pou nourri bann solda téi sort l'il de Frans pou alé fé la guèr dan lé z'Ind.

Aprés, momandoné la métropol l'avé bézoin do sik pars té i gingn pi alé shèrch sa dann Sin-Doming, donk la di so kou isi plant kann pou bann fransé mète dé sik dann zot té, zot kafé, zot patisri, zot bonbon, tout kalité bonbon... L'avé pi zésklav mé l'avé z'angajé. Lété pa parèy mé té pa tro diféran.

Astèr d'aprè sak mi oi la pi bézoin nout sik, la pi bézoin nout kann é i lès anou dé zané pou fini avèk sa. Pou kosa tousa la? I pé trouv in bonpé rézon: i pé parl l'omc, i pé parl bann z'ape, i pé parl l'ord modèrn dé shoz... mé lo rézilta lé riskab détrui ankor in pé plis nout prodiksion intèryèr é transform La Rénion an gran sipèrmarché pou ékoul bann prodiksion fransé épi éropéène... Donk lé riskab tyé nout prodiksion intèryèr épi rouv an gran lo baro pou bann prodiksion i sort déor. Mé so nouvo kalité d'kolonyalis la bézoin bann konsomatèr an kantité konm k'i fo. La pa vréman lo karann-dé pour san bann moun pov i intèrès azot, mé lo vin pour san d'moun rish, mèm pliské rish parfoi. Sa i manj bien, sa i promenn, sa la bézoin loizir. sa la bézoin bann produi avèk, konm di lo kont, in for valèr azouté. ébin, bann gran sirfas La frans na moyin pou donn azot sa. Tanpir si dé famiy dsi troi nana lo RSA, tanpir si san tardé sinkant pour san kréol lé dsou lo pa d'port la povreté. Va pas sa an pèrt é profi.

Pandan stan la, kabri i manj salad épi bann profiter i rod solman défann zot profi. Grann sirfas d'akor mé provi ké ni gingn larzan pou dépansé konm k'i fo. Kan parti kominis i dénons la réalité, bin i fo kas ali, i fo mète l'otèr dsi li, i fo di partou sé Paul Vergès l'otèr, sé son bann dalon k'lé réponsab. I fo krash dsi zot partou dann zournal, dann télé, dann radio, épi angant bann viktime lo sistèm pou fé parèy. Tanpir si nana ankor trant mil, karant mil, sinkant mil famiy an plis pou sirviv avèk lo RSA, lo minimom sosyal é bann ti rotrèt, plis bann ti brikol fé o noir. Tanpir si biento nana dé san mil pèrsone marké dann pol anploi! Pou gard lo privilèz. i fo krash lo vénin! Krash lo vénin ankor! Rak tou! Rak tou! é lo sistèm dominèr sar bien gardé.

Justin